

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2023 - 119
levant les mesures administratives édictées dans l'arrêté du 8 avril 2022
SAS CAILLOR à SARBAZAN**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

VU le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHERI, préfète des Landes ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101 ? 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1999 autorisant la société CAILLOR à exploiter une unité d'élevage et d'abattage de cailles sur la commune de SARBAZAN ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Daniel FERMON, secrétaire général de la préfecture des Landes ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 visant à l'application, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mesures administratives garantissant le respect par la SAS CAILLOR sur son site d'élevage, situé lieu-dit "Castagnet" à SARBAZAN, de l'effectif maximum de volailles prévu à l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 1999 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi suite à la visite d'inspection du 27 mars 2023 sur les différents sites d'élevages ;

CONSIDÉRANT que les mesures administratives édictées par l'arrêté du 8 avril 2022 susvisé sont respectées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les mesures administratives prévues dans l'arrêté préfectoral DCPAT – BDLIT n° 2022-77 du 8 avril 2022 sont levées.

Article 2

Le présent arrêté est notifié à la SAS CAILLOR à SARBAZAN.

En vue de l'information des tiers, l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 3 -

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Landes, le maire de Sarbazan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la S.A. CAILLOR.

Mont-de-Marsan, le - 9 JUIN 2023

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général



Daniel FERMON

DELAIS et VOIES de RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet du département, soit hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication ;
- d'un recours contentieux introduit devant le tribunal administratif de Pau dans le délai franc de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois